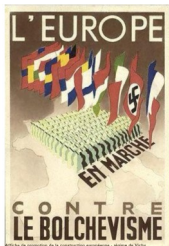


ENSEMBLE CONTRE L'ANTICOMMUNISME ET LA FASCISATION EN FRANCE ET EN EUROPE

La fascisation de l'Union européenne (UE) en général et celle de la France macronienne en particulier ne cessent de s'aggraver sur fond de crise capitaliste, de marche aux guerres impérialistes et de crise aiguë de la "construction" européenne (Brexit, abstention ouvrière et populaire massive aux élections européennes, énormes responsabilités des politiques des monopoles de l'UE dans la casse austéritaire des hôpitaux et dans la mise en concurrence sur la gestion catastrophique de l'épidémie virale...). Ce durcissement autoritaire et liberticide, lié à la peur de nos bourgeoisies de voir les luttes des travailleurs se fédérer en un mouvement révolutionnaire organisé, se manifeste notamment par :

- l'interdiction et/ou la persécution des partis communistes des ex-pays socialistes annexés par l'UE-OTAN, des Pays baltes à la Serbie en passant par la Pologne, la Hongrie, etc. ;
- la montée de l'extrême droite dans nombre de pays de l'UE, y compris la France, la mainmise de partis ouvertement fascistes sur plusieurs pays de l'Est (les mêmes que ceux qui persécutent les communistes), la présence de 90 députés ouvertement nostalgiques de Hitler au Bundestag, la lepénisation en France du discours politique du gouvernement et des ultralibéraux de droite et du PS, etc., tout cela avec la parfaite complaisance des institutions européennes ;



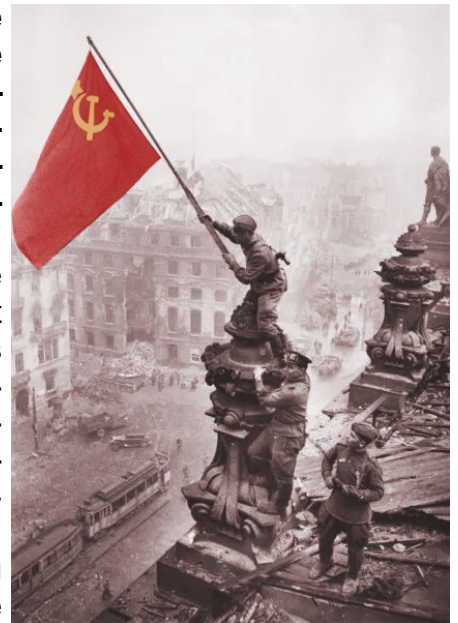
LA FASCISATION EN MARCHÉ

• l'adoption par le "Parlement européen" (19 septembre 2019) d'une résolution scélérate amalgamant le Troisième

Reich exterminateur à son principal vainqueur militaire, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Ce texte odieux ren-

voie dos à dos le nazisme et le communisme historique, valide l'interdiction des P.C. en Europe de l'Est et appelle à prohiber les symboles du prétendu "communisme totalitaire" (en réalité, le drapeau rouge frappé de l'emblème ouvrier et paysan) sur tout le territoire européen, toutes ces dispositions visant à diaboliser le communisme et à proscrire le combat de classe tout en banalisant le fascisme.

Dans la dernière période, cette fascisation galopante, caractéristique de l'impérialisme, s'observe en Grèce, où un député communiste vient d'être molesté lors d'une manifestation commémorant le renversement de la dictature des colonels ; en Espagne, où le Sénat, dominé par les néo-



franquistes du PP, exige l'interdiction des symboles communistes en application de la motion européenne; en Serbie, où le Nouveau Parti Communiste de Yougoslavie vient d'être interdit d'élections ; en Belgique, où le président du syndicat FGTB a été condamné à un mois de prison avec sursis pour avoir organisé le blocage d'une autoroute lors d'une grève générale en 2015 ; en France même, où l'Action française a demandé à Darmanin la dissolution du PCF dont le siège est souillé et qui reçoit, de surcroît, des menaces de mort comme à Lyon.

En France toujours, le régime Macron utilise la pandémie pour aggraver sa politique antisociale et liberticide et pour imposer parallèlement



deux lois, dont l'une tend à criminaliser les occupations d'amphithéâtres universitaires et dont l'autre prétend interdire aux journalistes et aux citoyens de filmer et de diffuser sur internet les images de violences policières perpétrées à l'occasion de manifestations... La loi dite de "Sécurité (ou plutôt d'"Insécurité") globale" donne un véritable feu vert aux forces de police (dont de plus en plus sont sensibles aux thèses de l'extrême droite raciste et antipopulaire) et à Darnaud pour mener une répression sauvage : ce dernier, digne successeur de Sarkozy, Valls et Castaner, ne cesse, avec la complicité du sanguinaire préfet de Paris Lallemand, de **réprimer, de brutaliser, voire de mutiler, des manifestants progressistes, des travailleurs en lutte, des syndicalistes, des gilets jaunes, mais aussi des travailleurs migrants et sans-papiers ainsi que des lycéens et étudiants.**

Dans ces conditions, **les organisations signataires du présent texte appellent les communistes, les syndicalistes et les progressistes de France, à :**

- 1) **combattre ce processus de fascisation** en mettant en accusation le gouvernement Macron, le mode de production capitaliste, l'UE supranationale qui coordonne les intérêts communs du grand capital de chaque pays (tout en privilégiant les impérialismes les plus puissants) ;
- 2) **intensifier la solidarité** avec les partis communistes réprimés ou persécutés ;
- 3) **défendre et promouvoir partout offensivement le drapeau rouge orné de la faucille et du marteau** qui flotta sur le Reichstag nazi vaincu en signe de libération de notre continent ;
- 4) **dénoncer le caractère de classe intrinsèquement réactionnaire, contre-révolutionnaire et impérialiste de l'UE** dont il est absurde de prétendre qu'elle peut être "réorientée dans un

sens social, démocratique, écologique et pacifique" ;

5) **se mobiliser contre les lois liberticides** qui permettent d'emprisonner des enfants, de criminaliser les journalistes, citoyens, les Gilets Jaunes, les syndicalistes, les quartiers populaires et les étrangers avec ou sans papiers.

6) inviter les travailleurs, la jeunesse et tous les citoyens épris de progrès à mettre en accusation le capitalisme qui ne peut plus apporter désormais que la crise, la misère, le chômage, la fascisation, les guerres et la destruction de l'environnement. Quoi qu'en disent les autorités européennes qui criminalisent le socialisme passé pour tenter de forclure les révolutions socialistes à venir, **le socialisme dans la visée du communisme est la seule alternative progressiste possible à la crise du capitalisme et à la fascisation de moins en moins rampante de l'Union européenne et des pays qui la composent dont le nôtre.**



Dans cet esprit, les organisations signataires **s'associent aux initiatives populaires disant stop aux lois liberticides et prendront des initiatives en organisant, selon les possibilités locales, des prises de parole publiques à Paris et en régions dans la période du 15 au 30 décembre**, afin de rappeler ce que le mouvement ouvrier et le peuple doivent au communisme dans cette période du centième anniversaire du congrès de Tours qui vit l'adhésion du parti socialiste français à l'Internationale communiste.

25 novembre 2020



**Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF)
Rassemblement communiste (RC)
Parti communiste révolutionnaire de France (PCRF)
Association nationale des communistes (ANC)
Jeunes pour la Renaissance communiste en France (JRJCF)
Comité internationaliste pour la solidarité de classe (CISC)**